Zeitschrift: Revue économique franco-suisse

Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France

Band: 37 (1957)

Heft: 5

Rubrik: La vie économique en quelques lignes

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 18.11.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch



LA VIE ÉCONOMIQUE

FRANCE

LE FAIT DU MOIS

Crise des paiements extérieurs. — S'il y a actuellement un problème qui domine tous les autres, c'est bien celui de la balance des comptes. Les réserves de change, gérées par la Banque de France, s'épuisent rapidement, et si la situation ne s'améliore pas, l'Institut d'émission sera sans doute, dans un proche avenir, obligé d'entamer son encaisse-or, à moins que la France n'obtienne des crédits extérieurs. En attendant, le gouvernement poursuit ses efforts pour réduire la demande intérieure. Après avoir dégagé 250 milliards d'économies budgétaires qui devront être réalisées pendant les huit derniers mois de l'année en cours, il se propose d'imposer aux contribuables 150 milliards de charges fiscales supplémentaires. D'autre part, il n'épargne aucun effort pour sauvegarder la stabilité des prix. En face d'un commencement de fuite devant le franc qui se manifeste notamment par des importations anormalement élevées, le président du Conseil a proclamé l'autre jour avec force que la dévaluation serait en ce moment « un crime et une idiotie ». Le gouvernement s'efforce de créer ainsi les conditions matérielles et psychologiques d'un retournement de la situation. Le succès de son entreprise dépendra dans une large mesure de l'accueil que lui réservera le Parlement.

U. E. P.

Déficit record. — Les comptes de l'Union européenne de paiements ont fait apparaître, pour le mois d'avril, à la charge de la France un déficit de 108,2 millions de dollars. C'est un chiffre record. En mars dernier le déficit avait été de 93,7 millions. Pour les 4 premiers mois de l'année, le solde débiteur de la France s'est élevé à 360,7 millions de dollars, alors que pendant la période correspondante de 1956 il n'atteignait que 144,3 millions. Pour faire face à cette situation, la France a procédé au quatrième tirage d'un montant de 60 millions de dollars sur le crédit de 262,5 millions de dollars qui lui avait été consenti l'an dernier par le Fonds monétaire international. Ce tirage porte à 220 millions les crédits effectivement utilisés. Le solde disponible s'est réduit ainsi à 42,5 millions de dollars.

COMMERCE Accroissement anormal des lingoi de la composition della tions en provenance de l'étranger ont passé de 337 milliards à 471 milliards, soit une augmentation de 134 milliards ou 40 %. Cet accroissement dépasse sensiblement celui de la production. Il est dû sans doute aux achats précipités auxquels ont procédé beaucoup d'entreprises, et cela pour diverses raison : crainte d'une réduction brutale des importations, perspectives plus ou moins fondées d'une dévaluation, hausse de certains prix et celle des frets. En même temps, les importateurs ont eu tendance à se couvrir en devises et les exportateurs à retarder le rapa-

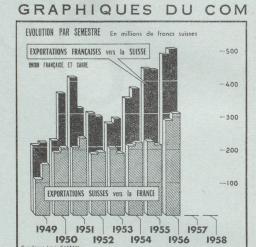
COURS ET INDICES FRANÇAIS

	Dernier chiffre				Chiffre de l'année précédente	
Cours Napoléon	16 mai	3.720	25 avril	3.580	17 mai	3.100
Cours fr. s. marché parallèle. Ind. valeurs métropolitaines		96,75	25 avril	95,50	17 mai	93,25
(1949= 100)		457	25 avril	456	11 mai	371
Ind. prod. ind. (1952 = 100).		146	février	145	mars	131
Ind. sal. hor. ouv. mét. rég. paris. (1949 = 100) Ind. prix de gros (1949	février	227	janvier	227	février	210
= 100)		143,8	mars	143,6	avril	141,4
(1949= 100)		1471:	mars	147,3	avril	147.5
Transports commerc. (mio. t.).		17.3	ianvier			14.5
Voyageurs (millions)		42,7	ianvier			39.3
Ind. vol. import. (1938= 100)		195	février	174	mars	177
Ind .vol. export. (1938= 100) Solde mensuel à l'U. E. P.	mars	217	février	209	mars	221
(mio, \$)		-93,7	février	-88	mars	-51,8

triement de leurs avoirs. Toutes ces causes ont provoqué un gonflement anormal aussi bien du volume des importations que du déficit des comptes à l'U. E. P. C'est pourquoi un retournement de la situation apparaît comme probable dès que les craintes qui ont déterminé ce mouvement seront écartées.

Expansion des exportations. — Un autre fait mérite d'être signalé : les ventes françaises à l'étranger sont en progression. Pendant le premier trimestre de 1957, elles se sont

élevées à 304 milliards contre seulement 263 milliards au cours du trimestre correspondant de 1956.L'augmentation ressort donc à 41 milliards ou 13,5 %. Néanmoins les échanges avec l'étranger se sont finalement soldés, pour la France, par un déficit de 167 milliards en comparaison avec un solde débiteur de 74 milliards pour le premier trimestre de 1956, Par contre, les échanges avec la zone franc ont laissé à la France un excédent de 41 milliards contre



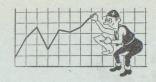
seulement 9 milliards pour le trimestre correspondant de l'année précédente.

Nouveaux progrès. - L'expansion de la production industrielle s'est poursuivie pendant le premier trimestre de 1957 sur une rythme lent, mais continu. Les indices sans le bâtiment (base 100 en 1952) se sont établis pour les mois janvier, février et mars respectivement à 141, 145 et 146. Par rapport aux mois correspondants de l'année précédente, ces indices étaient en augmentation de 9 %, 15 % et 11 %. La crise de Suez et les difficultés de ravitaillement en pétrole qui en découlaient, sont donc restées sans influence sensible sur l'évolution de la pro-

Gaz de Lacq et pétrole du Gabon. — Dans les derniers ÉNERGIE jours du mois d'avril, les premiers mètres cubes de gaz épuré sortant de l'usine de Lacq ont été envoyés dans le réseau de distribution, marquant ainsi le début de l'exploitation du gisement de gaz de Lacq. Quelques jours plus tard, on fêtait au Havre l'arrivée du premier pétrolier, chargé de 18.000 tonnes de brut en provenance du Gabon. Le gaz de Lacq et le pétrole du Gabon constituent deux nouvelles sources d'énergie dont l'importance est appelée à grandir au cours des années à venir. A Lacq, on prévoit, à partir de 1962, 4 milliards de mètres cubes de production annuelle, soit 12 % du déficit énergétique actuel de la France. Au Gabon, où les premiers essais de mise en production ont commencé il y a seulement 15 mois, les réserves décelées à ce jour seraient de l'ordre de 5 millions de tonnes : on s'attend, en 1957, à une production de 300.000 tonnes.

PRODUCTION INDUSTRIELLE

EN QUELQUES LIGNES



SUISSE

100

90

80

70

60

50

40

30

20

10

LE FAIT Relèvement du taux d'escompte.

DU MOIS Suisse a augmenté, avec effet au 15 mai 1957, le taux officiel des avances sur Relèvement du taux d'escompte. - La Banque Nationale d'escompte de 1,5 à 2,5 % et le taux officiel des avances sur nantissement de 2,5 à 3,5 %.

Les taux modifiés étaient en vigueur depuis le 27 septembre 1936, soit depuis plus de 20 ans.

De plus, le Conseil Fédéral vient d'examiner la situation économique en Suisse, compte tenu de la pression à laquelle est soumise la capacité de notre économie nationale. Afin de faire

MERCE FRANCO-SUISSE

EVOLUTION PAR MOIS En millions de francs suisses

EXPORTATIONS FRANÇAISES

vers la SUISSE

FRANCAISE ET SARRE

EXPORTATIONS SUISSES

vers la FRANCE

1956

JAN, FEY, MARS AVR, MAI JUIN JUIL AOÛT SEP, OCT. NOV. DEC. JAN, FEY, MARS AVR, MAI JUIN

face au danger d'inflation, le Conseil Fédéraladécidéderéduire provisoirement le volume des travaux de constructions de la Confédération en

d'urgence dans le

1957. Les cantons et les communes sont invités à prendre à leur tour des mesures

même sens.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE

La lutte contre l'inflation. - La Commission fédérale de coordination en matière de politique conjoncturelle a tenu sa première séance. Un programme en

6 points, qui résume les directives qu'il convient d'observer pour freiner au maximum la surexpansion économique, a été adopté. Un comité de travail, composé de 4 représentants des employeurs et de 4 délégués des salariés, a été chargé de mettre sur pied un plan d'application de ces principes.

1957

COMMERCE Resserrement en avril. — Ell avril 1707, 18 en mars tions ont atteint 727,2 millions de francs contre 741,8 en mars les exportations s'élèvent à et 614,6 en avril 1956, alors que les exportations s'élèvent à 527,8 millions de francs contre respectivement 583,8 et 467,3 millions. La balance commerciale pour le mois d'avril présente donc un solde passif de 199,4 millions de francs.

Pour les 4 premiers mois de l'année, les importations se sont élevées à 2919,1 millions de francs contre 2281,3 durant la période correspondante de 1956, et les exportations à 2147,3 contre 1893, I millions de francs.

FINANCES

Marché des émissions. - Durant le premier trimestre de 1957, et en comparaison avec le trimestre précédent, le nombre des émissions a augmenté de 27 à 33 et leur valeur nominale de 231 à 740 millions de francs. Pareille activité n'a jamais été enregistrée depuis le premier trimestre de 1951.

Les emprunts des collectivités publiques n'ont été que de 133 millions, la Confédération participant pour 80 millions à ce chiffre. Les cantons n'ont pas eu recours à l'emprunt. Les banques ont demandé 400 millions, chiffre le plus élevé depuis qu'existe la statistique des émissions d'emprunts (1923). En particulier, les 2 Centrales de lettre de gages ont émis respectivement 2 emprunts pour 150 et 165 millions de nouveaux

titres. La demande de capitaux des sociétés d'électricité s'est élevée à 164 millions de francs alors que les emprunts industriels n'ont totalisé que 7 millions. Le seul emprunt étranger, de 5 millions de francs, a été lancé par la Banque Hypothécaire du Vorarlberg. A la suite de l'augmentation du taux d'escompte officiel, plusieurs emprunts qui allaient être émis sur le marché suisse ont été remis à plus tard.

Prix des produits agricoles. — Le Conseil Fédéral s'est AGRICULTURE décidé pour un compromis en ce qui concerne les prix des principaux produits agricoles. D'une part, il a élevé le prix du bétail de boucherie et d'autre part, il a maintenu inchangé le prix du lait. Quant aux prix des autres produits des champs (blé, pommes de terre, betteraves sucrières, colza), le Conseil Fédéral a reporté sa décision jusqu'au moment ou seront connues les perspectives de la récolte.

Il vient d'être constitué un comité de travail qui sera chargé de soumettre au Département de l'Économie Publique des propositions concrètes concernant la diminution des frais de production et la rationalisation dans l'agriculture.

Développement prochain. - M. Petitpierre, Conseiller ÉNERGIE fédéral, et M. Zipfel, délégué aux questions de l'énergie atomique, ATOMIQUE ont exposé les buts de la Confédération dans ce domaine. Il ressort de leurs déclarations que la construction, d'ici 1975, des centrales atomiques d'une production anuelle de 6 milliards de kilowatts par heure devient une nécessité car on se demande avec inquiétude si les importations d'énergie électrique, absolument nécessaire pour couvrir les besoins nationaux, pourront être maintenues dans la même proportion que maintenant. M. Zipfel a traité des différentes questions en rapport avec la législation dans le domaine atomique. On prévoit l'établissement d'un institut universitaire et la demande de crédits dépassant 100 millions de francs pour les 2 prochaines années.

D'autre part, le Conseil Fédéral soumet aux Chambres un message et un projet d'article constitutionnel décrétant que la législation touchant l'énergie atomique et la protection contre les radiations est du domaine de la Confédération. Toutefois, il est spécifié que l'utilisation de l'énergie atomique devra rester l'apanage de l'économie privée et que la libre concurrence devra être sauvegardée au maximum.

Apport de l'étranger. - A mi-février 1957, on comptait MAINdans notre pays 236.984 travailleurs étrangers soumis au con- D'ŒUVRE trôle, contre 194.534 en février 1956.

L'augmentation est donc de 21,8 %. Dans toutes les industries, et notamment dans celle des machines et métaux, la demande de main-d'œuvre ne fait que croître.

COURS ET INDICES SUISSES

	Dernier	chiffre			Chiffre de l'année précédente	
Cours pièce or 20 fr. s Cours billet 100 fr. fr Ind. gén. actions	16 mai avril	1,03		1,043/4		32 1,09 ¹ / ₂ 452
Coeff. d'activité industrielle (100 = satisfaisant)	4º trim. avril avril	140 224,4 176,9	3º trim. mars mars	222,7	4º trim. avril avril	135 217,2 173,2
= 100)	4e trim.	106	3º trim.	105,1	4º trim.	102,2
C. F. F. (mio. de t.) Voyageurs (millions)	février février mars mars	17,3	janvier janvier février février	213	février février mars mars	1,54 17,0 197 193
(mio. \$)		-21,2	février	-22,1	mars	-9,1